



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.423/2
du 25 février 2025

advies 77.423/2
van 25 februari 2025

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant l’ancien Code civil
et le Code civil en ce qui
concerne les donations et les
legs en faveur d’institutions de
soins résidentiels pour
personnes âgées’

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van het oud Burgerlijk
Wetboek en het Burgerlijk
Wetboek voor wat betreft de
schenkingen en legaten ten
voordele van instellingen voor
residentiële ouderenzorg’

Le 24 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur une proposition de loi 'modifiant l'ancien Code civil et le Code civil en ce qui concerne les donations et les legs en faveur d'institutions de soins résidentiels pour personnes âgées', déposée par M. Steven MATHEÏ (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0544/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 24 février 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 février 2025.

*

Op 24 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek en het Burgerlijk Wetboek voor wat betreft de schenkingen en legaten ten voordele van instellingen voor residentiële ouderenzorg', ingediend door de heer Steven MATHEÏ (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 56-0544/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 24 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

OBSERVATION GÉNÉRALE

La proposition entend mettre les articles 909 de l'ancien Code civil et 4.142 du Code civil en conformité avec l'arrêt n° 107/2024 du 3 octobre 2024 de la Cour constitutionnelle en remédiant à l'inconstitutionnalité constatée par la Cour du fait de la discrimination causée par l'exclusion des personnes morales du champ d'application de l'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil ¹.

Cet arrêt précise :

« B.3. L'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil a été inséré par l'article 2, 2^o, de la loi du 22 avril 2003 'modifiant l'article 909 du Code civil'. Le premier alinéa disposait déjà que, notamment, les médecins qui ont traité une personne durant la maladie dont elle est décédée ne peuvent pas profiter de dispositions entre vifs ou testamentaires faites pendant le cours de cette maladie.

L'ajout du deuxième alinéa visait à étendre aux gestionnaires et aux membres du personnel d'institutions de soins résidentiels pour personnes âgées l'interdiction existante contenue dans le premier alinéa, et ce, pour mettre les personnes qui y résident et leur patrimoine à l'abri de toute influence exercée par des personnes qui souhaiteraient se procurer un avantage (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, DOC 50-0150/001, p. 3). Préserver l'intégrité des relations de soins en prévenant d'éventuels abus est un objectif légitime.

B.4. La différence de traitement repose sur un critère de distinction objectif, à savoir la distinction entre des bénéficiaires-personnes physiques et des bénéficiaires-personnes morales.

B.5. Au regard de l'objectif légitime poursuivi par le législateur, il n'est pas raisonnablement justifié que l'impossibilité de recevoir des donations et des legs d'un résident d'un centre de soins résidentiels s'applique uniquement à l'égard des gestionnaires et des membres du personnel de ce centre de soins résidentiels et non à l'égard du centre lui-même. Les personnes morales aussi peuvent, par l'entremise de leurs représentants légaux, se procurer un avantage en abusant des relations de soins, de sorte qu'il est également nécessaire de protéger les résidents d'institutions de soins résidentiels pour personnes âgées contre ce type d'abus.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ L'interdiction prévue par ce texte ne visait en effet formellement, à la suite de la modification de l'alinéa 2 par la loi du 22 avril 2003, que les « gestionnaires et membres du personnel d'institutions de soins résidentiels pour personnes âgées » et non expressément les personnes morales constituant les institutions en question, ou encore les sociétés par l'entremise desquelles les directeurs de ces institutions étaient susceptibles d'exercer leurs fonctions.

B.6. La différence de traitement entre les centres de soins résidentiels et les gestionnaires et membres du personnel de ces centres n'est dès lors pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution ».

L'auteur de la proposition entend néanmoins faire une distinction entre les sociétés poursuivant un but lucratif et les associations, fondations et sociétés coopératives à finalité sociale ne poursuivant pas de but lucratif, ces dernières bénéficiant d'une exception à la règle générale de l'interdiction des donations et legs en leur faveur par les résidents des maisons de repos et autres institutions assimilées.

Les développements de la proposition indiquent à cet égard qu'il convient de distinguer entre une personne morale qui se procure un avantage mais ne poursuit pas un but lucratif et une personne physique ou morale qui se procure un avantage en poursuivant par ailleurs un but lucratif : la première ne pourrait affecter cet avantage qu'à la poursuite de son objectif désintéressé, tandis que la seconde pourrait user de cet avantage pour s'enrichir (ou enrichir ses membres) et/ou pour poursuivre un objectif étranger aux soins aux personnes âgées.

Les développements ajoutent encore que le fait de prodiguer des soins sans poursuivre un but lucratif constitue en soi une garantie supplémentaire à l'égard de l'intégrité de la relation de soins.

Il convient néanmoins de s'assurer que la distinction ainsi introduite est compatible avec le dispositif de l'arrêt n° 107/2024 et n'introduit pas une discrimination incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Selon la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause ; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

La Cour constitutionnelle indique dans son arrêt n° 107/2024 que l'objectif légitime poursuivi par le législateur consiste en la préservation de l'intégrité des relations de soins en prévenant d'éventuels abus de nature financière et plus précisément que l'objectif poursuivi par le législateur lors de l'ajout du deuxième alinéa de l'article 909 consiste à mettre les personnes qui résident dans les centres de soins – ainsi que leur patrimoine – à l'abri de toute influence exercée par des personnes qui souhaiteraient se procurer un avantage (aux dépens des résidents).

L'auteur de la proposition reconnaît néanmoins que les fondations, associations sans but lucratif et coopératives à finalité sociale sont susceptibles de se procurer un avantage dans l'exercice de leurs activités de maison de repos à l'égard des personnes que la loi entend protéger.

En l'espèce, seule la destination de l'avantage pécuniaire diffère entre les sociétés poursuivant un but lucratif et les fondations, associations sans but lucratif et coopératives à finalité sociale.

Il en résulte que le but désintéressé poursuivi par les fondations, associations sans but lucratif et coopératives à finalité sociale ne suffit pas en soi à prémunir les personnes âgées d'éventuels abus et du risque de les placer dans une situation d'influence pouvant mettre en péril l'intégrité des relations de soins.

Dans la mesure où la règle visée à l'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil et à l'article 4.142 du Code civil vise précisément à protéger les personnes hébergées dans les maisons de repos contre l'influence de personnes recherchant un avantage, la règle constitutionnelle d'égalité et de non-discrimination requiert que cette protection s'étende à toute personne susceptible de se procurer un avantage dans l'exercice des activités de maison de repos, et ce indépendamment de la destination de cet avantage à un but désintéressé ou non.

Il n'apparaît dès lors pas raisonnablement justifié, eu égard à l'objectif poursuivi, d'introduire une dérogation au bénéfice des sociétés et personnes morales poursuivant un but désintéressé.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. Au 1°, les mots « ou une » situés entre les mots « une maison de repos et de soins » et les mots « structure d'hébergement collectif pour personnes âgées » seront remplacés par les mots « ou toute autre » afin de s'aligner sur la formulation précédente de l'article 909 de l'ancien Code civil qui visait à englober tous les établissements d'hébergement collectif ².

2. Le 2° sera omis pour les raisons évoquées sous l'observation générale.

Article 3

Le 2° sera omis pour les raisons développées sous l'observation générale.

Article 4

1. Dans l'arrêt n° 107/2024, la Cour constitutionnelle, après avoir conclu que « [l]a différence de traitement entre les centres de soins résidentiels et les gestionnaires et membres du personnel de ces centres n'est dès lors pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution » (B.6), a décidé de maintenir les effets de l'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil, au terme des considérations suivantes :

« B.7. En vertu de l'article 28, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour indique, si elle l'estime nécessaire, par voie de disposition

² Voir en ce sens la proposition de loi 'modifiant l'article 909 du Code civil', *Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n° 150/001, pp. 3-4.

générale, les effets des dispositions jugées inconstitutionnelles qui doivent être considérés comme définitifs ou provisoirement maintenus pour le délai qu'elle détermine.

B.8. Afin d'éviter toute insécurité juridique, il convient de maintenir les effets de la disposition en cause, dans la mesure où elle a été jugée inconstitutionnelle, comme indiqué dans le dispositif ».

Dans le dispositif, la Cour dit pour droit :

« – L'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil viole les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que l'interdiction ne s'applique pas aux personnes morales.

– Les effets de cette disposition, dans la mesure où elle a été jugée inconstitutionnelle, sont maintenus pour les dispositions entre vifs exécutées et les successions clôturées, non contestées, avant la date du prononcé du présent arrêt ».

2. Le maintien des effets, comme indiqué dans le dispositif, a pour conséquence de maintenir les effets de l'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil, en ce que l'interdiction qu'il prévoit ne s'applique pas aux personnes morales, à l'égard des dispositions entre vifs exécutées et des successions clôturées, non contestées, avant la date du prononcé de l'arrêt n° 107/2024, soit avant le 3 octobre 2024.

En revanche, l'effet déclaratoire du constat d'inconstitutionnalité que cet arrêt emporte n'a pas été modulé³ par un maintien des effets à l'égard des dispositions entre vifs exécutées et des successions clôturées, non contestées, après la date du prononcé de l'arrêt n° 107/2024, soit après le 3 octobre 2024. Le principe d'égalité et de non-discrimination a pour conséquence qu'après le 3 octobre 2024, l'interdiction contenue dans l'article 909, alinéa 2, de l'ancien Code civil ne peut plus être appliquée d'une manière jugée discriminatoire⁴ par la Cour constitutionnelle, dans la mesure de l'inconstitutionnalité constatée dans l'arrêt n° 107/2024.

3. L'article 4 de la proposition contient une disposition transitoire formulée ainsi :

« Les articles 2 et 3 s'appliquent à toutes les dispositions et libéralités entre vifs, à toutes les successions qui n'ont pas encore été exécutées et à toutes les successions clôturées qui sont contestées avant l'entrée en vigueur de la présente loi ».

Le commentaire de l'article 4 indique à cet égard :

« La modification visée s'appliquera aux donations qui ont déjà été faites et aux legs qui ont déjà été inscrits dans un testament pour autant que ceux-ci n'aient pas encore été exécutés ou qu'ils aient été clôturés mais soient contestés. Nous souhaitons ainsi trouver un

³ Sur l'effet déclaratoire d'un constat d'inconstitutionnalité non assorti d'un maintien des effets, voir l'avis 77.069/4 donné le 14 octobre 2024 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 5 décembre 2024 'portant réforme de la fiscalité wallonne et instaurant un taux réduit de droits d'enregistrement pour l'acquisition d'une habitation propre et unique ainsi qu'une diminution générale des droits de succession', observation sous l'article 27, points 3-4, *Doc. parl.*, Parl. w., 2024-2025, n° 97/1, pp. 39-40.

⁴ Voir en ce sens, *mutatis mutandis*, C.C., 4 juillet 1991, n° 18/91, B.12 : « L'interdiction de porter atteinte de manière injustifiée à l'égalité devant la loi a pour conséquence qu'il convient d'appliquer, même aux situations qui, entre le 13 juin 1979 et le 6 juin 1987, auraient été régies par la règle discriminatoire inscrite dans l'ancien article 756 du Code civil, la règle non discriminatoire établie par la loi du 31 mars 1987. S'il n'en était pas ainsi, le contrôle de la Cour serait dépourvu de tout effet utile ». Cet arrêt concernait le régime transitoire prévu par la loi du 31 mars 1987 visant à mettre fin à la discrimination constatée par la Cour européenne des droits de l'homme dans son arrêt *Marckx* du 13 juin 1979.

équilibre entre, d'une part, la sécurité juridique et, d'autre part, la nécessité de supprimer la discrimination constatée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 107/2024.

L'interdiction empêchant les centres de soins d'hériter d'une personne dont ils assurent la prise en charge s'appliquera donc à tous les legs et donations futurs, à tous les legs et donations qui n'ont pas encore été exécutés et à tous les legs et donations qui sont clôturés mais qui sont contestés. En d'autres termes, la législation en vigueur s'appliquera aux legs déjà clôturés mais non contestés. Il ne sera ainsi pas porté préjudice aux droits irrévocablement fixés ni aux situations de fait accompli ».

4. Au regard de la portée du maintien des effets décidé dans le dispositif de l'arrêt n° 107/2024, il n'est pas admissible de maintenir une application discriminatoire des dispositions modifiées par les articles 2 et 3 proposés entre le 3 octobre 2024 et la date d'entrée en vigueur du dispositif proposé.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

ALGEMENE OPMERKING

Het voorstel strekt ertoe artikel 909 van het oud Burgerlijk Wetboek en artikel 4.142 van het Burgerlijk Wetboek in overeenstemming te brengen met arrest nr. 107/2024 van 3 oktober 2024 van het Grondwettelijk Hof en daarmee de ongrondwettigheid te verhelpen die het Hof vastgesteld heeft vanwege de discriminatie die veroorzaakt wordt doordat rechtspersonen uitgesloten worden van het toepassingsgebied van artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek.¹

In dat arrest staat:

“B.3. Artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek werd ingevoegd bij artikel 2, 2°, van de wet van 22 april 2003 ‘tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek’. Het eerste lid bepaalde reeds dat onder meer artsen, die een persoon hebben behandeld gedurende de ziekte waaraan hij overleden is, geen voordeel kunnen genieten van beschikkingen onder de levenden of bij testament gemaakt in de loop van die ziekte.

De toevoeging van het tweede lid beoogde het reeds bestaande verbod, vervat in het eerste lid, uit te breiden tot beheerders en personeelsleden van instellingen voor residentiële ouderenzorg om de daar verblijvende personen en hun vermogen te beschermen tegen beïnvloeding van personen die zichzelf voordeel zouden willen verschaffen (Parl. St., Kamer, 1999-2000, DOC 50-0150/001, p. 3). Het vrijwaren van de integriteit van de zorgrelaties, door mogelijke misbruiken te voorkomen, is een wettige doelstelling.

B.4. Het verschil in behandeling steunt op een objectief criterium van onderscheid, namelijk het onderscheid tussen begunstigde natuurlijke personen en begunstigde rechtspersonen.

B.5. Ten aanzien van de legitieme doelstelling die de wetgever nastreeft, is het niet redelijk verantwoord dat de onmogelijkheid om schenkingen en legaten van een bewoner van een woonzorgcentrum te ontvangen, enkel geldt voor beheerders en personeelsleden van dat woonzorgcentrum en niet voor het woonzorgcentrum zelf. Ook rechtspersonen kunnen, door toedoen van hun wettelijke vertegenwoordigers, zichzelf voordeel verschaffen door misbruik te maken van de zorgrelaties, zodat het eveneens noodzakelijk is om de bewoners van instellingen voor residentiële ouderenzorg hiertegen te beschermen.

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ In het verbod waarin die tekst voorziet is immers, na de wijziging van het tweede lid bij de wet van 22 april 2003, enkel uitdrukkelijk sprake van de “beheerders en personeelsleden van instellingen voor residentiële ouderenzorg” en niet van de rechtspersonen die die instellingen vormen, of van de vennootschappen via welke de directeurs van die instellingen hun functies konden uitoefenen.

B.6. Het verschil in behandeling tussen woonzorgcentra en de beheerders en personeelsleden ervan is bijgevolg niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.”

De steller van het voorstel wil echter een onderscheid maken tussen enerzijds de vennootschappen met een winstoogmerk en anderzijds de verenigingen, stichtingen en coöperatieve vennootschappen met een sociaal oogmerk, die geen winst nastreven, waarbij die laatste een uitzondering genieten op de algemene regel dat ze geen schenkingen of legaten mogen ontvangen van bewoners van rusthuizen en andere gelijkgestelde instellingen.

In de toelichting bij het voorstel staat in dat verband dat een onderscheid gemaakt dient te worden tussen een rechtspersoon die zichzelf een voordeel verschafft maar geen winstoogmerk heeft en een natuurlijke of rechtspersoon die zichzelf een voordeel verschafft en daarnaast wél een winstoogmerk heeft: die eerste zou het voordeel louter en alleen kunnen aanwenden voor zijn belangeloos doel, terwijl de tweede het voordeel zou kunnen gebruiken om zichzelf (of zijn leden) te verrijken en/of een ander doel na te streven dan de zorg voor ouderen.

In de toelichting staat voorts dat het niet-nastreven van een winstoogmerk bij het verstrekken van zorg aan ouderen op zich een bijkomende garantie vormt voor de integriteit van de zorgrelatie.

Men dient er zich desalniettemin van te vergewissen of het aldus gemaakte onderscheid verenigbaar is met het dictum van arrest nr. 107/2024 en geen discriminatie instelt die niet verenigbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Volgens vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof sluit het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen. Het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Het Grondwettelijk Hof stelt in arrest nr. 107/2024 dat de legitieme doelstelling die de wetgever nastreeft, bestaat in het vrijwaren van de integriteit van de zorgrelaties door mogelijke financiële misbruiken te voorkomen, en meer in het bijzonder dat de doelstelling die de wetgever nastreeft met de invoeging van het tweede lid van artikel 909 ertoe strekt personen die in zorgcentra verblijven – alsook hun vermogen – te beschermen tegen beïnvloeding van personen die zichzelf voordeel zouden willen verschaffen (ten koste van de bewoners).

De steller van het voorstel erkent echter dat stichtingen, verenigingen zonder winstoogmerk en coöperatieve vennootschappen met een sociaal oogmerk zichzelf een voordeel kunnen verschaffen bij de uitoefening van hun activiteiten als rusthuis ten aanzien van de personen die de wet wil beschermen.

In casu is alleen de bestemming van het geldelijk voordeel verschillend voor de vennootschappen met een winstoogmerk enerzijds, en de stichtingen, de verenigingen zonder winstoogmerk en de coöperatieve vennootschappen met een sociaal oogmerk anderzijds.

Daaruit volgt dat het belangeloos doel dat nagestreefd wordt door de stichtingen, de verenigingen zonder winstoogmerk en de coöperatieve vennootschappen met een sociaal oogmerk op zich niet volstaat om de ouderen te behoeden voor eventuele misbruiken en voor het risico dat ze in een beïnvloedbare situatie terechtkomen die de integriteit van de zorgrelaties in het gedrang kan brengen.

Aangezien de regel vervat in artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek en artikel 4.142 van het Burgerlijk Wetboek er precies toe strekt de personen die in de rusthuizen verblijven te beschermen tegen de invloed van personen die zichzelf een voordeel willen verschaffen, vereist de grondwettelijke regel inzake gelijkheid en non-discriminatie dat die bescherming geldt tegen elke persoon die zich een voordeel zou kunnen verschaffen bij de uitoefening van de activiteiten van een rusthuis, en dat los van de vraag of dat voordeel wordt aangewend voor een belangeloos doel of niet.

Gelet op de nagestreefde doelstelling blijkt er dan ook geen redelijke verantwoording te bestaan voor het invoeren van een afwijking ten gunste van vennootschappen en rechtspersonen die een belangeloos doel nastreven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In punt 1° moeten de woorden “alsmede een” tussen de woorden “rust- en verzorgingstehuis” en de woorden “collectieve woonstructuur voor bejaarden” vervangen worden door de woorden “of van onverschillig welke” om de formulering af te stemmen op de vorige formulering van artikel 909 van het oud Burgerlijk Wetboek waarin alle collectieve wooninstellingen werden beoogd.²

2. Punt 2° moet weggelaten worden om de redenen genoemd in de algemene opmerking.

Artikel 3

Punt 2° moet weggelaten worden om de redenen genoemd in de algemene opmerking.

² Zie in die zin het wetsvoorstel ‘tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek’, *Parl.St.* Kamer 1999-2000, nr. 150/1, 3-4.

Artikel 4

1. In arrest nr. 107/2024 heeft het Grondwettelijk Hof geconcludeerd dat “[h]et verschil in behandeling tussen woonzorgcentra en de beheerders en personeelsleden ervan (...) bijgevolg niet bestaanbaar [is] met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet” (B.6), maar ook beslist de gevolgen van artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek te handhaven na de volgende overwegingen:

“B.7. Krachtens artikel 28, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof wijst het Hof, zo het dit nodig oordeelt, bij wege van algemene beschikking, die gevolgen van de ongrondwettig bevonden bepalingen aan welke als gehandhaafd moeten worden beschouwd of voorlopig gehandhaafd worden voor de termijn die het vaststelt.

B.8. Om rechtsonzekerheid te vermijden, dienen de gevolgen van de in het geding zijnde bepaling, in zoverre zij ongrondwettig is bevonden, te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het dictum.”

In het dictum zegt het Hof voor recht :

“- Artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het verbod niet geldt voor rechtspersonen.

- De gevolgen van die bepaling, in zoverre zij ongrondwettig is bevonden, worden gehandhaafd ten aanzien van uitgevoerde beschikkingen onder levenden en van de nalatenschappen die afgesloten zijn en niet in rechte zijn betwist vóór de datum van uitspraak van dit arrest.”.

2. De handhaving van de gevolgen, zoals vermeld in het dictum, betekent dat de gevolgen van artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, in zoverre het gaat om het feit dat het verbod waarin het voorziet niet van toepassing is op rechtspersonen, gehandhaafd blijven ten aanzien van uitgevoerde beschikkingen onder levenden en van de nalatenschappen die afgesloten zijn en niet in rechte zijn betwist vóór de datum van uitspraak van arrest nr. 107/2024, te weten vóór 3 oktober 2024.

Het declaratoire effect van de vaststelling van ongrondwettigheid dat dit arrest met zich meebrengt, is daarentegen niet gemoduleerd³ met een behoud van de gevolgen ten aanzien van uitgevoerde beschikkingen onder levenden en van de nalatenschappen die afgesloten zijn en niet in rechte zijn betwist na de datum van uitspraak van arrest nr. 107/2024, dus na 3 oktober 2024.

³ Over het declaratoire effect van een vaststelling van ongrondwettigheid zonder behoud van de gevolgen, zie advies 77.069/4 van 14 oktober 2024 over een voorontwerp dat geleid heeft tot decreet van het Waals Gewest van 5 december 2024 ‘tot hervorming van de Waalse fiscaliteit en tot invoering van een verlaagd tarief van de registratierechten voor de aankoop van een enige eigen woning en van een algemene vermindering van de successierechten’, opmerking bij artikel 27, punten 3-4, *Parl.St.* W.Parl. 2024-25, nr. 97/1, 39-40.

Het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie heeft tot gevolg dat het verbod vervat in artikel 909, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek na 3 oktober 2024 niet langer toegepast mag worden op een wijze die door het Grondwettelijk Hof discriminatoir is bevonden⁴, gelet op de ongrondwettigheid die vastgesteld is in arrest nr. 107/2024.

3. Artikel 4 van het voorstel bevat een overgangsbepaling die luidt als volgt:

“De artikelen 2 en 3 zijn van toepassing op alle beschikkingen en giften onder levenden en nalatenschappen die nog niet uitgevoerd zijn en op alle nalatenschappen die afgesloten zijn en in rechte zijn betwist voor de inwerkingtreding van deze wet.”.

In de toelichting bij artikel 4 staat in dat verband:

“De wetswijziging zal van toepassing zijn op schenkingen die reeds werden gedaan en legaten die reeds in een testament werden opgenomen voor zover deze nog niet zijn uitgevoerd of voor zover deze zijn afgesloten maar betwist worden. Op deze wijze wensen wij een evenwicht te vinden tussen de rechtszekerheid enerzijds en een einde te maken aan de door het Grondwettelijk Hof in het arrest met nummer 107/2024 vastgestelde discriminatie anderzijds.

De onmogelijkheid voor zorginstellingen om te erven van een persoon die in de instelling is opgenomen zal dus van toepassing zijn op alle toekomstige schenkingen en legaten, op alle schenkingen en legaten die nog niet zijn uitgevoerd en op alle schenkingen en legaten die zijn afgesloten, maar betwist worden. Met andere woorden op een legaat dat reeds is afgesloten, maar niet betwist wordt, zal de bestaande wetgeving van toepassing zijn. Op deze manier wordt geen afbreuk gedaan aan de onherroepelijk vastgestelde rechten of voldongen situaties.”

4. Gelet op de strekking van de handhaving van de gevolgen waartoe beslist is in het dictum van arrest nr. 107/2024, kan niet aanvaard worden dat tussen 3 oktober 2024 en de datum van inwerkingtreding van het voorgestelde dispositief een discriminatoire toepassing in stand gehouden wordt van de bepalingen die gewijzigd worden bij de voorgestelde artikelen 2 en 3.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Patrick RONVAUX

⁴ Zie in die zin, *mutatis mutandis*, GwH 4 juli 1991, nr. 18/91, B.12: “Het verbod om op onverantwoorde wijze afbreuk te doen aan het beginsel van de gelijkheid voor de wet heeft tot gevolg dat de niet-discriminerende regel vastgesteld bij wet van 31 maart 1987 dient te worden toegepast, zelfs op situaties die, tussen 13 juni 1979 en 6 juni 1987, beheerst zouden worden door de discriminerende regel vervat in het vroegere artikel 756 van het Burgerlijk Wetboek. Zo niet zou de toetsing door het Hof zonder nuttig effect blijven.” Dat arrest had betrekking op de overgangsregeling waarin voorzien werd bij de wet van 31 maart 1987, die ertoe strekte een einde te maken aan de discriminatie die het Europees Hof voor de Rechten van de Mens had vastgesteld in het arrest-Marckx van 13 juni 1979.